

Accélérer le changement

La hausse de l'épargne est la clé d'une croissance plus forte pour les nouveaux États membres de l'UE

Witold M. Orlowski

POUR LES HUIT pays d'Europe centrale et orientale (PECO) qui viennent de rejoindre l'Union européenne, l'entrée dans l'UE marque l'accomplissement du principal but politique et économique qu'ils ont poursuivi ces dix dernières années. Indubitablement, le respect de toutes les conditions d'adhésion a exigé d'eux un énorme effort de modernisation. En effet, après la phase initiale de libéralisation et de stabilisation qui caractérise la transition de l'économie planifiée à l'économie de marché, c'est surtout leur volonté de rejoindre l'UE qui les a poussés à poursuivre ajustement et réformes.

Maintenant que les huit — Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie — ont rejoint l'UE, leurs problèmes sont-ils pour autant résolus? Pas nécessairement. Certes, l'adhésion offre d'importants débouchés et des avantages financiers certains, mais il reste à savoir si les huit PECO sont réellement capables de rattraper les membres établis de l'UE. Cette question demeure ouverte.

L'adhésion à l'UE ne change rien au fait qu'il existe un gros écart en matière de développement économique, de productivité et de niveau de vie entre les huit PECO et l'Europe occidentale (graphique 1). Le PIB moyen par habitant des huit représente à peine 46 % de celui des 15 pays de l'UE, exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA). Ce n'est pas la seule différence. Leur structure économique est moins moderne, leur cadre institutionnel moins efficace, leur technologie moins avancée, leur

main-d'œuvre moins qualifiée et l'infrastructure de marché beaucoup moins développée. En bref, les nouveaux membres ont besoin de politiques qui aient pour effet d'accélérer le changement structurel et la croissance à long terme du PIB.

Une croissance trop lente

Les résultats des huit pays ces dix dernières années ont été quelque peu décevants. De 1995 à 2003 — après la fin de la récession consécutive à la période de transition —, leur PIB s'est accru en moyenne de 3,6 % par an, taux à peine supérieur à celui des trois pays les moins nantis parmi les membres établis de l'UE (Espagne, Grèce et Portugal). Mais le PIB par habitant de ces pays était, à son niveau initial, près du double de celui des huit PECO; aussi les nouveaux membres auraient-ils pu s'attendre à une croissance beaucoup plus forte.

Pourquoi la croissance a-t-elle été décevante? À l'évidence, ce résultat pourrait être imputé au processus de restructuration engagé. Mais les huit PECO ont fort tiré profit de la libéralisation économique et de leur attrait croissant en tant que pôle d'investissement. À mon avis, l'explication macroéconomique réside principalement dans le niveau très bas de leur épargne intérieure.

En apparence, l'épargne des huit PECO représente une part du PIB qui est analogue à celle d'économies comparables d'Europe occidentale. Le ratio épargne intérieure/PIB des huit PECO était de 19 % en 2001. En conjonction avec d'importantes entrées de capitaux d'investissement direct étranger, ce résultat a porté le ratio investissement/PIB à un niveau relativement élevé. Dans certains pays, comme l'Estonie, la République tchèque et la Slovaquie, les taux avoisinaient les 30 %.

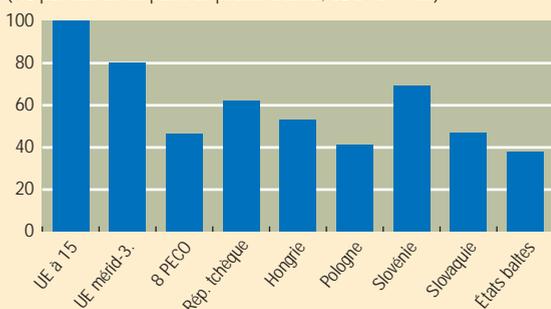
Cependant, tout dépend de la manière dont les valeurs de la consommation, de l'investissement et du PIB sont calculées. Tous les ratios susmentionnés ont été calculés sur la base des prix intérieurs. Comparés avec la moyenne de l'UE, les prix des biens de consommation dans les huit PECO sont beaucoup plus bas, et ceux des biens d'équipement (en particulier des machines et outillage) à peu près les mêmes. Vu de cet angle, les prix relatifs à la consommation sont faibles dans les huit PECO, tandis que les prix relatifs des investissements sont surévalués, ce qui gonfle les ratios investissement/PIB et épargne/PIB. On pourrait soutenir que, pour faire des comparaisons internationales valables, il faudrait utiliser les prix PPA lorsque l'on compare les taux d'épargne et d'investissement entre pays. Il faudrait essayer de comparer les volumes relatifs de ressources qu'un pays donné affecte à la consommation et à l'investissement. Considérons, par exemple, deux pays, A et B, dont les dépenses de consommation et d'investissement sont les mêmes en termes réels. Le bon sens nous dit que les ratios investissement/PIB dans les deux pays seraient identiques. Si, toutefois, les prix des biens d'équipement sont les mêmes dans les deux pays, mais les prix des biens de consommation sont plus bas

Graphique 1

Un fossé de taille

La moyenne des PIB par habitant des huit pays d'Europe centrale et orientale représente moins de la moitié de la moyenne pour les États membres établis de l'UE.

(PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat: UE à 15 = 100)



Source : Eurostat.

Notes : UE à 15 : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède.

UE mérid-3 : Espagne, Grèce et Portugal.

8 PECO : Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie.

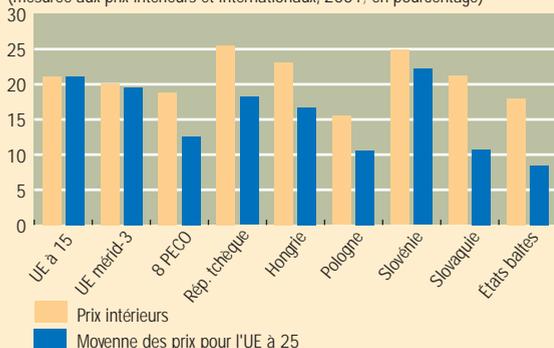
États baltes : Estonie, Lettonie et Lituanie.

Graphique 2

Une épargne insuffisante

Une comparaison des prix et taux avec la moyenne de l'UE montre que l'épargne intérieure est encore plus faible qu'elle ne paraît.

(mesurée aux prix intérieurs et internationaux, 2001; en pourcentage)



Source : Eurostat.

Note : La composition des groupes de pays est indiquée au graphique 1.

dans le pays B, le prix relatif des investissements dans le pays B est supérieur à celui du pays A. En utilisant la structure des prix intérieurs, nous obtiendrions un ratio investissement/PIB beaucoup plus élevé dans le pays B que dans le pays A.

Par conséquent, le calcul des ratios investissement/PIB et épargne/PIB dans les huit PECO doit se faire à l'aide de données comparables. Si un tel ajustement est opéré, les ratios obtenus pour les huit PECO sont beaucoup plus faibles (graphique 2). Les ratios épargne intérieure/PIB, sur la base de la moyenne des prix pour les 25 pays de l'UE, vont de 8 % pour les États baltes et 10 % pour la Pologne et la Slovaquie à 18 % pour la République tchèque (la seule exception est la Slovaquie, avec 22 %). Dans l'ensemble, les pays économisent 12,6 % de leur PIB et en investissent 17 % — beaucoup moins que les 3 pays d'Europe méridionale susmentionnés, voire des 15 pays de l'UE.

Pourquoi la faiblesse de l'épargne intérieure est-elle d'importance? Tout d'abord, une faible épargne renchérit le capital, ralentissant ainsi l'investissement, en particulier des petites et moyennes entreprises du pays qui ont un accès restreint aux sources de financement autres que les banques intérieures. Ensuite, toute accélération de la demande d'investissements entraîne une détérioration rapide du compte courant, car l'investissement en excès de l'épargne intérieure ne peut être financé qu'avec des capitaux étrangers. Il en résulterait de sérieux déséquilibres économiques dans les huit PECO, contraignant ainsi les gouvernements à appliquer des politiques de stabilisation rigoureuses pour remédier à un accroissement excessif du déficit extérieur. Dans tous les PECO — à l'exception de la Slovaquie, où le taux d'épargne est élevé —, la croissance a accusé un recul sensible du fait de ces déséquilibres (la Hongrie en 1995–96, la République tchèque en 1997–99, les États baltes en 1999, la Slovaquie en 1999–2000 et la Pologne en 2001–02).

Pas de coïncidence

À l'évidence, le faible taux d'épargne des huit PECO n'est pas une coïncidence. Le secteur des ménages a été dissuadé d'épargner et d'accumuler des richesses, tout d'abord par la planifica-

tion centrale et ensuite par l'instabilité économique (surtout une haute inflation) liée à la transition. Le secteur des entreprises a été d'une faible rentabilité, en partie du fait de la restructuration et de la privatisation inachevées des entreprises d'État déficitaires. Le secteur des administrations publiques a accusé de gros déficits. En 2003, seuls les États baltes et la Slovaquie avaient un déficit public de moins de 2 % du PIB; la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie accusaient des déficits allant de 3,6 % à près de 6 %, et la République tchèque affichait un déficit de 12,9 %.

Les chances offertes par l'entrée dans l'UE changeront-elles rapidement cette situation? Cela n'est pas certain, comme l'ont montré les précédentes phases d'élargissement de l'Union. Lorsque la Grèce a adhéré à l'UE (1981), son PIB par habitant représentait 70 % de la moyenne pour les 15 membres de l'UE. Dans les dix années suivantes, en raison de sa lente croissance par rapport à celle des 15, son PIB par habitant n'atteignait que 58 % de la moyenne pour les 15 en 1990 — en fait, ce n'est que récemment que ce chiffre est passé à 71 %. De même, lorsque l'Irlande est entrée dans l'UE (1973), son PIB représentait 60 % de celui des 15. Dans les dix années qui ont suivi, ce chiffre est resté autour de 66 %. Seule une réorientation radicale de sa politique intérieure (comme celle nécessaire en Grèce) a fait de l'Irlande un «tigre celtique», lui permettant de surpasser de beaucoup tous les autres pays de l'UE et d'opérer une convergence réelle ultrarapide (c'est-à-dire de les rattraper sur le plan du PIB par habitant) avant le milieu des années 90.

Pour l'Irlande, le tout était de stimuler fortement l'épargne intérieure en réformant radicalement le secteur public et en réduisant fortement le déficit de ce secteur. C'est une leçon que les huit PECO doivent retenir s'ils veulent voir l'épargne, l'investissement et le taux de croissance progresser suffisamment pour assurer une convergence réelle. L'entrée dans l'UE (et, ultérieurement, l'adoption de l'euro) offre aux huit une chance énorme d'accélérer leur développement. Cependant, la clé du succès reste entre les mains de leurs responsables. ■

Witold M. Orlowski est principal Conseiller économique du Président de Pologne.

Bibliographie :

Baldwin, Richard, Joseph François, and Richard Portes, 1997, "The Costs and Benefits of Eastern Enlargement: The Impact on the EU and Central Europe," *Economic Policy*, Vol. 12 (April), p. 125–76.

Barbone, Luca, and Juan Zalduendo, 1997, "EU Accession of Central and Eastern Europe: Bridging the Income Gap," *World Bank Policy Research Working Paper 1721* (Washington).

Barro, Robert, and Xavier Sala-i-Martin, 1995, *Economic Growth* (New York: McGraw-Hill).

Orlowski, Witold M., 1998, *The Road to Europe: Macroeconomics of Accession to the European Union* (Lódz: European Institute).

———, 2003, "Real Convergence in Central and Eastern Europe," paper presented to the National Bank of Poland conference: "Potential Output and Barriers to Growth," Zalesie Górne, November.

———, 2004, *Optymalna ścieżka do euro [Le sentier optimal vers l'euro]* (Warsaw: Scholar).

Sachs, Jeffrey, and Andrew Warner, 1996, *Achieving Rapid Growth in Transition Economies of Central Europe* (Cambridge, Massachusetts: Harvard Institute for International Development).

Schrooten, Mechthild, and Sabine Stephan, 2002, "Back on Track? Savings Puzzles in EU-Accession Countries," *DIW Discussion Paper 306* (Berlin: German Institute for Economic Research).